

Jean-François Lamour

Ancien Ministre
Député de Paris
Président du groupe UMPPA

Paris, le 11 avril 2012

Monsieur le Maire,

Entre Noël dernier et le Jour de l'An, la Directrice de la voirie de la Ville de Paris a été remerciée. Pour la première fois depuis plusieurs décennies, ce poste a été confié à un fonctionnaire d'Etat dont la formation et le parcours professionnel ne le prédestinaient pas à faire des routes, des ponts ou de l'éclairage public.

C'est en effet un énarque qui a succédé à l'ancienne directrice issue du corps des ingénieurs de la Ville de Paris. Au-delà du caractère anachronique de ce choix, ce qui choque, c'est qu'on ait évincé une fonctionnaire de la Ville de Paris connue pour ses qualités de technicienne, pour faire place à un ami politique. Car, bien évidemment, le nouveau directeur de la voirie est un ancien membre du cabinet du ministre socialiste Laurent FABIUS.

Nous avons dénoncé, il y a plusieurs mois, la politisation de l'administration parisienne et l'absence de transparence dans votre gestion des ressources humaines, lors des travaux de la mission d'information et d'évaluation conduite par Alain DESTREM. Malgré les preuves que nous avons été amenés à présenter, vous vous êtes offusqué, en prétendant que vous n'aviez fait aucune chasse aux sorcières et que seules les qualités techniques éclairaient vos choix.

La réalité, et les agents de la Ville de Paris qui y sont confrontés chaque jour le savent, c'est que la Municipalité poursuit une politique de recrutement et de promotion interne qui semble fondée trop souvent sur des critères idéologiques.

Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser que je trouve naturel que le Maire de Paris soit entouré de collaborateurs en lesquels il a confiance et qui mettent en œuvre les orientations générales qu'il a édictées. A ce titre, il dispose d'un cabinet ; il désigne ses adjoints qui recrutent eux-mêmes un certain nombre de collaborateurs. Il bénéficie en outre du soutien des groupes politiques qui disposent eux aussi de collaborateurs, tout comme les mairies d'arrondissements dirigées par des socialistes ou radicaux de gauche. Il s'agit du personnel « politique », qui participe à vos côtés à la mise en œuvre de votre programme et en assure la promotion.

En revanche, il est anormal que la politique de recrutement et de promotion des agents municipaux se traduise en réalité par un véritable «nettoyage» de l'administration municipale. Comme nous avons été amenés à le dire il y a plusieurs mois, l'on assiste de plus en plus souvent à un recrutement de directeurs, qui sont d'anciens membres de cabinets ministériels socialistes de votre cabinet, ou encore d'anciens responsables politiques du Parti socialiste et de collectivités locales détenues par la gauche.

Bien évidemment, à la lecture de mon courrier, vous vous draperez une nouvelle fois dans ce que vous appelez depuis plusieurs années la « transparence » et qui cache en réalité, au sein des services de la Ville de Paris, la mise en place d'une véritable toile tissée de fil « Made in PS ».

Voici, pour étayer mon propos, quelques exemples qui démontrent, s'il en était besoin, que cette « toile » s'étend chaque jour davantage.

I. **Près d'une quarantaine de directions de la ville de Paris ou de ses satellites sont actuellement dirigés par d'anciens membres de cabinets de ministres socialistes ou de membres de votre cabinet.**

Je ne veux pas ici dénigrer la qualité des responsables de votre administration. Je ne veux pas non plus contester leur droit d'opinion, voire d'expression, même s'il m'arrive parfois de penser à la lecture des journaux que certains dérogent à leur obligation de réserve. Je ne veux pas enfin contester votre droit de désigner de manière discrétionnaire les titulaires de ces emplois. En revanche, il est de mon devoir d'appeler l'attention de nos concitoyens sur ce que j'appelle un système partisan de désignation, contraire au principe de neutralité que vous êtes supposé respecter s'agissant d'une administration. Principe auquel vous affirmez être attaché par ailleurs, notamment lorsque vous évoquez les services de l'Etat.

Alors comment ne pas s'étonner que la grande majorité des directeurs de votre administration émane d'ex-cabinets ministériels socialistes ou de votre propre cabinet ? A la tête de l'administration parisienne, l'actuelle **Secrétaire générale de la Ville de Paris**, qui dirige l'ensemble des services de la collectivité, était en 2002 conseillère technique au cabinet du Ministre des finances de l'époque, Laurent FABIUS. Parmi les secrétaires généraux adjoints, directeurs généraux, directeurs et directeurs adjoints, le nombre d'anciens collaborateurs de cabinets ministériels de gauche est imposant. **L'actuel SGA chargé du pôle « fonctions support et appui aux directions »** appartenait lui aussi au cabinet de Laurent FABIUS. **La Directrice de la communication** fut également collaboratrice de M.FABIUS et membre du cabinet de Martine AUBRY. **La Directrice des affaires culturelles** fut la conseillère technique de Catherine TASCA, alors Ministre de la culture et de la communication. **L'actuel Directeur des affaires juridiques** fut conseiller technique au cabinet d'Elisabeth GUIGOU, alors Garde des sceaux et au cabinet de Raymond FORNI à l'Assemblée Nationale. **La Directrice de l'action sociale, de l'enfance et de la santé** fut chef de cabinet et conseillère technique de Louis-BESSON.

L'actuel **Directeur de la Voirie et des déplacements** fut conseiller technique de Laurent FABIUS. Le **Directeur du logement et de l'habitat** fut conseiller et directeur adjoint de cabinet de Louis BESSON. La **Directrice de l'urbanisme** était conseillère technique à

Matignon, lorsque Lionel JOSPIN était Premier ministre. L'actuel **délégué général à l'outre-mer** fut le conseiller technique de Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, de 1997 à 2000.

Le **Directeur des relations internationales** est l'un des fondateurs de SOS Racisme et membre de la commission nationale des conflits du PS ; c'est à ce titre qu'il fut rapporteur de la décision d'exclusion de Georges FRECHE. Enfin, le **Directeur de l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)** que vous venez de remplacer, sans doute pour ses difficultés de management sanctionnées par la Justice, fut directeur de cabinet de Jean-Claude GAYSSOT, alors Ministre des transports de 1997 à 1999. Et par qui l'avez-vous remplacé ? Par l'une de vos proches, qui fut chargée de mission au sein de votre cabinet. Ce dernier semble ainsi constituer la meilleure antichambre pour accéder à la fonction de directeur de la commune de Paris... Sans doute cela permet-il de se familiariser avec les bonnes méthodes de management et de conduite des projets ! C'est le cas de l'actuelle **Directrice du centre d'action sociale**, du **Directeur de l'immobilier de la logistique et des transports** et de sa **Directrice adjointe**, du **Directeur adjoint de l'urbanisme** et du **Directeur adjoint du logement et de l'habitat**.

Je note à cet égard que vous avez su créer pour placer vos « protégés », de nouveaux postes de directeurs adjoints dont la rémunération est souvent égale à celle de directeurs de la Ville.

Je constate également que pour diriger la **Direction des usagers et des relations avec les mairies d'arrondissements**, vous avez choisi un ancien adjoint de Madame TRAUTMAN à Strasbourg ; ce qui laisse augurer de l'égalité de traitement dont bénéficient les mairies dirigées par des maires d'opposition !

Cette « pratique » ne concerne pas seulement les services municipaux mais également les sociétés d'économie mixte ou les établissements publics de la Ville. Là encore, avoir exercé des fonctions dans un cabinet ministériel socialiste ou dans votre cabinet est une étape déterminante pour obtenir une nomination aux fonctions de direction de ces satellites municipaux. L'actuel Directeur général **d'EAU DE PARIS** n'était-il pas directeur de cabinet de M. Le PENSEC au Ministère de l'agriculture et de la pêche, de Mme VOYNET et de M. COCHET au Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement ? Et que dire de la **SEMAVIP** dirigée par une ancienne conseillère technique du cabinet de Jean-Louis BIANCO, alors Ministre de l'équipement, du logement et des transports ? Que dire de la **SEMAPA** dont les commandes ont été confiées à cet éminent conseiller technique à l'Elysée, qui fut par ailleurs secrétaire général du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ? Que dire de la **SEMAEST** dirigée par l'ancien directeur de cabinet de Pierre MOSCOVICI, de Dominique VOYNET et d'Yves COCHET ou encore de la **SIEMP** dont la directrice fut conseillère technique au cabinet de Michel SAPIN et directrice adjointe de votre propre cabinet ? Mais aussi de la **SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA TOUR EIFFEL** dont la direction a été confiée à cet ancien habitué des cabinets ministériels qui fut notamment directeur de cabinet de Marylise LEBRANCHU ? Et **PARIS BATIGNOLLES** ou **PARISEINE** confiées à deux anciens collaborateurs de votre cabinet ?

Quant au **CREDIT MUNICIPAL** de Paris, il est dirigé par l'ancien chef du Service d'Information du Gouvernement de Lionel JOSPIN ! J'en oublie très certainement et je vous prie de m'en excuser. Je ne saurais oublier cependant que l'association de la Ville de Paris chargée des œuvres sociales, **PAGOSPAP**, a pour Président un ancien inspecteur général de l'Administration nommé par le gouvernement Jospin et ancien membre de votre cabinet en charge de l'Enseignement supérieur de 2001 à 2004.

II. Cette politique de recrutement et de promotion politique s'est accentuée ces dernières années au sein des services.

Je ne saurais imaginer que vous ne faites pas la part des choses entre le « politique » qui donne l'impulsion et l'« administratif » qui applique les directives tout en conservant une neutralité inhérente à son statut.

Pourtant, des désignations partisans sont constatées dans l'ensemble des services. Ce sont désormais les **sous-directeurs de la Ville** qui doivent montrer « patte rose » pour occuper ces fonctions. Je n'irai pas jusqu'à énumérer ici, comme je l'ai fait pour les directeurs, les nominations de sous-directeurs recrutés selon ces critères. Je note néanmoins que celles-ci se font souvent dans des conditions juridiques contestables ; au point que les organisations syndicales se voient contraintes de saisir les tribunaux des cas les plus flagrants. Le tribunal administratif n'a-t-il pas ainsi annulé deux nominations de sous-directeurs, l'une à la DASES, l'autre à la Direction des affaires juridiques ? Deux autres recours contre des nominations à la Direction de la prévention et de la protection et à la Direction des ressources humaines sont en cours. Ce qui vous conduit aujourd'hui, pour éviter ce type de déboires, à désigner des « chargés de sous-direction », des « directeurs de projet » ou encore des chargés de mission « cadre supérieur ».

Cette politique de désignation de cadres intermédiaires se fait au détriment de fonctionnaires municipaux qui depuis de nombreuses années avaient fait leurs preuves et sont néanmoins déchargés de leurs fonctions, voire dégradés. Je pèse mes mots en parlant de « dégradation » : certains perdent leur emploi de sous-directeur, d'autres n'ont plus d'affectation réelle ; enfin les plus chanceux se voient confier des études dont l'intérêt apparaît plus que secondaire. Certains, les mieux lotis, sont rattachés au Secrétariat général. D'autres « croupissent » dans les services ou parfois à leur domicile en étant rattachés fictivement « pour leur gestion » à la Direction des ressources humaines.

Je ne m'attarderai pas sur le cas de la Direction de l'information et de la communication. Il est si criant qu'il est inutile de faire la liste de tous les agents de cette direction qui, à un titre ou un autre, confondent politique de la cité et politique politicienne, voire militantisme. Il suffit pour s'en convaincre de constater que le responsable du service internet de la Ville de Paris est aujourd'hui « détaché » auprès de François HOLLANDE pour animer sa campagne internet.

Cette politisation touche aujourd'hui l'ensemble des services qui jusqu'alors avaient été épargnés. Un nouvel exemple flagrant de cette politisation intensive de l'administration concerne la composition de la **Direction de l'inspection** dont la mission est de contribuer à « la transparence de la gestion municipale et l'objectif d'un meilleur service rendu aux Parisiens au meilleur coût ».

Dirigée par une ancienne conseillère technique au cabinet du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de François MITTERRAND, cette direction est devenue l'aire de repos de bon nombre de vos amis. On y trouve notamment une **ancienne directrice adjointe des affaires culturelles** qui fut par ailleurs membre de votre cabinet ainsi qu'un **ancien président du syndicat de la magistrature**, connu pour ses positions et son appartenance au Parti socialiste. De nombreux contractuels, parmi lesquels une conseillère technique du cabinet de Ségolène ROYAL et de votre cabinet y travaillent aussi, sans oublier le dernier arrivé depuis quelques jours, votre ancien conseiller technique chargé des relations avec la Préfecture de police, qui n'est autre que le frère d'un député, conseiller politique de Martine AUBRY. Certains mauvais esprits pourraient s'interroger sur la pertinence des travaux de cette direction qui ne produit qu'une cinquantaine de rapports par an et dont la teneur s'avère particulièrement lisse. Pour ma part, je préfère appeler votre attention sur la neutralité de ceux qui valident ces rapports passés au « crible militant » avant d'être diffusés sur le site internet de la Ville.

Et l'on pourrait reproduire à l'infini la démonstration. Je ne peux d'ailleurs omettre le cas de la **Direction de l'urbanisme**. Dirigée par une ancienne conseillère technique du cabinet de Lionel Jospin et par son adjoint, un ancien membre de votre cabinet, cette direction technique qui regroupe des architectes, des urbanistes et des juristes a recruté l'ancien chef du cabinet de l'une de vos adjointes. Sans doute son profil professionnel de directeur de cabinet de maire d'arrondissement et de rédacteur en chef d'une revue politique lui ont-ils permis d'accéder au poste de chargé de mission auprès de la directrice ? Et ce sont probablement les mêmes raisons qui ont conduit au choix de la conseillère auprès de la directrice chargée du patrimoine et du développement durable : un ancien membre de votre cabinet et par ailleurs épouse de l'ancien directeur de cabinet de Lionel JOSPIN. Et que dire de la chef du service de communication de cette direction qui fut adjointe du maire socialiste d'une commune du Val de Marne ?

Le recrutement de « **contractuels** » est un autre exemple symptomatique de cette politisation systématique de l'administration parisienne. Certes, vous affirmez que leur recrutement répond à des besoins spécifiques. Certaines missions temporaires et techniques peuvent justifier un recrutement autre que sur concours. C'est le cas de l'informatique. Pourtant la lecture des organigrammes de vos directions montre que certaines tâches très administratives ont été confiées à des contractuels alors qu'elles auraient pu l'être à des cadres A et B. Un tableau émanant de la Direction des ressources humaines daté de novembre 2010 indique que la Ville en emploierait plus de 1700 dont 189 collaborateurs de cabinet. Je crains qu'on ait aujourd'hui largement dépassé les 2000.

Cette politisation touche évidemment les services de communication des directions, qu'il s'agisse de communication destinée au grand public ou de la communication interne. La consultation de la liste de ces communicants chargés d'« informer » le public ou le personnel est pleine d'enseignements. Sans entrer dans le détail, on y trouve des chargés de mission qui ont fait leurs classes en qualité de directeur de cabinet d'un maire d'arrondissement de gauche, de mandataire de Laurent FABIUS aux élections internes du parti socialiste ou de militant écologiste convaincu et reconnu

Depuis peu, on voit apparaître de nouveaux contractuels chargés des « relations avec les usagers ». A la DPE, c'est un ancien conseiller d'arrondissement du 19^{ème} arrondissement, de gauche bien sûr... A la DEVE, c'est la même chose, avec un ancien membre de votre cabinet... Tout cela, alors que vous supprimez des emplois de fonctionnaires titulaires dans toutes les directions.

Tous ces recrutements mériteraient plus de transparence. En effet, la signature des contrats qui lient les intéressés à l'administration ne sont pas publics. On ne connaît pas toutes les conditions de leur recrutement (diplômes, expérience,...), les raisons pour lesquelles vous avez préféré un contractuel à un titulaire. On peut donc s'interroger sur la validité juridique de bon nombre d'entre eux.

Ce recrutement prend une telle ampleur que les cadres de l'administration municipale ont des difficultés à exercer leur mobilité au sein des services. Les postes qui leur sont proposés sont souvent sans intérêt ou placés sous l'autorité de contractuels qui ont moins d'expérience.

Mais ce qui est plus grave encore, est que vous vous apprêtez à faire prochainement, profitant des textes de l'Etat sur la résorption de l'emploi précaire qui s'adressent aux employés les plus défavorisés pour titulariser un grand nombre de vos « protégés » dans des emplois régis par des statuts de fonctionnaires municipaux. Ainsi vos amis recrutés sans concours bénéficieront ils, pour services rendus, des avantages accordés à des agents titulaires.

Cette manière de faire, Monsieur le Maire, est un mauvais présage pour l'avenir. Forts de ce constat, nous ne pouvons qu'être inquiets des annonces de François HOLLANDE qui prépare activement sa « chasse aux sorcières » dans l'ensemble des administrations de l'Etat, érigeant ainsi vos pratiques municipales en système national.

Dans l'attente des éléments d'information que vous voudrez bien me fournir, je vous prie de croire, Monsieur de Maire, en l'expression de ma considération distinguée.



Jean-François LAMOUR